

Le pouvoir aux travailleurs

17 mai 2012

N° 182

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- L'AUGMENTATION DES SALAIRES, LES RICHES NE LA DONNERONT QUE CONTRAINTS ET FORCES !.....	2
- L'AUGMENTATION DU SMIG N'EST PAS D'ACTUALITE SELON LE GOUVERNEMENT !	3
- AUGMENTATION DES PRIX DE L'ELECTRICITE ET DU CARBURANT : L'OFFENSIVE DU GRAND CAPITAL CONTRE LE MONDE DU TRAVAIL...	4
- LE PAYS SERA CLASSE PTE MAIS CE NE SERA PAS LA FIN DE LA GALERE POUR LES PAUVRES....	5
- LE PATRONAT IVOIRIEN GOUVERNE EN SOUS MAIN.....	5
- DES ENFANTS EMPORTEES PAR LES EAUX	5
- EVASIONS REPETEES DANS LES PRISONS : CE N'EST PAS AUX POPULATIONS D'EN FAIRE LES FRAIS.....	6 - 7
- LES TRAVAILLEURS RECOIVENT DES COUPS : UNE RIPOSTE S'AVERE NECESSAIRE	8
- BATIMENT : LES TRAVAILLEURS DE PLUS EN PLUS EXPOSES AUX ACCIDENTS DE TRAVAIL	8 - 9
- MALI : DERRIERE L'AFFRONTLEMENT ENTRE BERETS-ROUGES ET BERETS-VERTS	10
- MALI : AUCUN TRAVAILLEUR NE DOIT SE LAISSER ABUSER PAR LA PROPAGANDE CHAUVINE ET GUERRIERE DU GOUVERNEMENT	11

L'AUGMENTATION DES SALAIRES, LES RICHES NE LA DONNERONT QUE CONTRAINTS ET FORCES !

Devant la cherté de la vie, une augmentation générale des salaires est devenue une nécessité vitale. Beaucoup de travailleurs espéraient que le jour du 1^{er} mai, le gouvernement allait annoncer la bonne nouvelle.

Non seulement l'augmentation tant attendue n'a pas eu lieu, mais en bon représentant des intérêts des capitalistes, le gouvernement, par la voix d'un de ses ministres, a eu le culot de demander aux travailleurs de se serrer encore plus la ceinture car il veut engraisser encore plus la classes des exploiters.

Les riches et leurs représentants au pouvoir considèrent que ceux d'entre nous qui arrivons encore à payer un loyer pour loger notre petite famille, pouvons nous serrer encore plus et partager notre petit logement avec une autre famille, et que ceux qui vivent déjà cette situation peuvent en accueillir une troisième.

Ils considèrent que ceux d'entre nous qui arrivons encore à offrir les 3 repas par jour à nos familles, devront supprimer un repas, puis deux, et même, pourquoi pas, se contenter d'un seul repas tous les deux jours ! Mais de nombreuses familles de travailleurs sont déjà dans cette situation et c'est intolérable!

Ils considèrent que les travailleurs qui ont encore les moyens de payer les frais de transport en commun pour se rendre au travail, peuvent se passer de cet argent et faire le trajet à pieds !

Ces gens-là veulent nous exploiter jusqu'à la mort. Le porte-parole des riches appelle cela « *la participation à l'effort national* » !

La seule logique des capitalistes c'est la recherche du maximum de profit sur le dos des travailleurs. Moins nous gagnons, plus ils s'enrichissent. Et le gouvernement n'est là que pour les servir en nous servant des discours pompeux et hypocrites sur le prétendu « *intérêt supérieur de la Nation* ». Et quand les discours ne sont pas suffisants pour nous endormir l'armée et la police sont là pour protéger l'ordre des riches.

En fait, cela fait 50 ans que les dirigeants qui se succèdent au pouvoir nous chantent la même chanson. Mais les travailleurs et les classes pauvres de ce pays n'ont aucun intérêt commun avec leurs exploiters et leurs affameurs, même s'ils sont du même pays, de la même ethnie ou de la même religion. Et ceux qui leur font croire le contraire sont des ennemis des travailleurs.

La seule union dont les travailleurs ont véritablement besoin c'est celle de leur classe sociale d'exploités, sans distinction de nationalité, d'ethnie ou de religion, pour défendre leurs intérêts face à leurs exploiters. Et en cette période de crise économique qui tend à se généraliser et qui enfonce de plus en plus les classes laborieuses dans la misère, cette prise de conscience est plus que nécessaire.

<p>L'AUGMENTATION DU SMIG N'EST PAS D'ACTUALITE SELON LE GOUVERNEMENT !</p>

Lors d'une conférence de presse en janvier, la centrale syndicale l'UGTCI par la voix de son secrétaire général ADÉ Mensah, avait annoncé l'augmentation du Smig. Il a dit que le patronat, le gouvernement et les centrales syndicales étaient tombés d'accord en ce qui concerne la hausse du Smig. Ainsi, celui-ci devait passer de 36.000 francs à 60.000 francs soit une augmentation de 24.000 francs. Cette annonce a fait couler beaucoup de salive dans le milieu ouvrier. Cela a même suscité à juste raison un certain enthousiasme chez certains travailleurs qui se demandaient : « Quand est-ce que cela deviendra une réalité ? ».

Pour la plupart des employés dont les maigres revenus face au coût élevé de la vie rendent anxieux, cette annonce ne tarderait pas à se traduire en réalité. Ils ont espéré, pensé et même dit que cela serait officialisé par le chef d'Etat le jour de la fête des travailleurs, le 1^{er} mai. Mais ceux-ci se sont très vite désillusionnés car à la veille du 1^{er} mai, celui qui devrait leur annoncer la bonne nouvelle a pris la fuite pour atterrir à Paris. Que leur a-t-on annoncé ce jour-là ? Une trêve sociale. Ainsi, affirmait le chef du gouvernement: « *Votre devoir de fils de ce pays vous commande la*

retenue, afin d'éviter de compromettre les efforts déployés...Il faut procéder au renouvellement du protocole d'accord portant trêve sociale qui permettra de donner un souffle nouveau aux entreprises et d'attirer l'investissement ». C'est donc ce discours infâme qui a été servi aux travailleurs. L'Etat leur demande de s'abstenir de toutes revendications et de toutes grèves parce que le pays serait en difficulté et convalescent.

Devant cette réalité révoltante qui se dégrade de jour en jour, aucune centrale syndicale n'a daigné protester contre cette énième attaque contre les travailleurs en appelant à la mobilisation contre ce qu'on pourrait appeler une provocation et un mépris du gouvernement. Oui, c'est un mépris du gouvernement à l'endroit des travailleurs. Pendant ce temps, nous avons vu avec quelle promptitude le gouvernement a signé les décrets d'application de mesures en faveur du patronat et l'augmentation du taux de cotisation pour la retraite réduisant encore le maigre revenu des ouvriers. Lorsqu'il s'agit de relever les revenus des travailleurs, il traine les pas appelant à des trêves sociales.

Mais, à vouloir trop tirer sur la corde, le gouvernement et le patronat risquent de la prendre en plein figure !

L E U R S O C I E T E

AUGMENTATION DES PRIX DE L'ELECTRICITE ET DU CARBURANT : L'OFFENSIVE DU GRAND CAPITAL CONTRE LE MONDE DU TRAVAIL

Le FMI (Fonds Monétaire International) a annoncé dans un rapport daté du 11 mai, qu'il faut une augmentation du prix de l'électricité pour permettre de faire des investissements. Selon cette institution, c'est au prix de ce sacrifice qu'on pourra mettre fin aux délestages intempestifs que connaît le pays depuis trois ans. Ce même rapport préconise aussi d'autres mesures d'austérité comme la libéralisation du secteur du carburant.

En effet, il y a déjà plusieurs années que le FMI exige l'augmentation du prix de l'électricité. Le délestage est plutôt un prétexte pour imposer cette augmentation. D'ailleurs, c'est depuis 1990 que l'Etat a bradé ce qui était l'EECI (Energie Electrique de Côte d'Ivoire) à Bouygues, pour un franc symbolique. Et cela, sous la pression du même FMI qui voulait qu'on cède toutes les sociétés d'Etat juteuses, au secteur privé. Mais, depuis que le groupe Bouygues a la CIE et la SODECI, il ne s'est jamais préoccupé de faire le moindre investissement. Au contraire, il s'est contenté d'encaisser les factures et d'engranger les bénéfices. Les investissements ont été confiés à l'Etat qui n'avait pas les moyens de le faire. Du coup, ce sont les anciennes infrastructures de l'Etat qui ont servi de

vache à lait au groupe Bouygues. Avec des installations vétustes et surexploitées, on ne peut qu'aboutir à ce qui arrive comme délestages aujourd'hui.

Alors, s'il y a quelqu'un à qui il faut demander de faire des investissements, c'est plutôt au groupe Bouygues qui depuis vingt ans rançonne la population. Mais le FMI est une institution financière au service des grands groupes internationaux comme Bouygues ou Bolloré, etc. Il sert les intérêts de ces groupes à travers des programmes d'austérité où ce sont seuls les travailleurs, la population pauvre, qui payent la note salée.

En plus de l'augmentation du prix de l'électricité, cette même institution exige aussi la libéralisation du secteur du pétrole. Ce qui entraînera obligatoirement l'augmentation des tarifs des transports déjà insupportables pour le petit peuple.

La presse et la télévision ont relayé les informations du FMI derrière lesquelles le gouvernement cherche à se cacher pour assener ses sales coups contre les classes pauvres. Mais à vouloir trop en faire, ils finiront par faire l'unanimité contre eux.

L E U R S O C I E T E

LE PAYS SERA CLASSE PPTTE MAIS CE NE SERA PAS LA FIN DE LA GALERE POUR LES PAUVRES

Les institutions bancaires internationales ou dites de Bretton Woods disent qu'il n'y a plus d'obstacles à ce que la Côte d'Ivoire "atteigne le point d'achèvement de l'initiative PPTTE" (Pays Pauvres Très Endettés) en juin prochain. Ce programme donne droit à un allègement relativement important de la dette aux pays pauvres classés dans cette catégorie. Cela se traduirait par une économie d'au moins 500 milliards que l'Etat fera au titre du service de la dette.

De Gbagbo à Ouattara, des efforts de « bonne gouvernance » (c'est-à-dire le serrage de ceinture imposé aux populations pauvres) ont été menés. Ils ont fait croire qu'en atteignant le point d'achèvement, cet argent devrait permettre d'investir dans des secteurs importants tels que la santé, la lutte contre la pauvreté,

l'éducation et d'autres secteurs sociaux utiles.

Mais maintenant que le projet est près d'aboutir et les populations en droit de s'attendre à un mieux être, vu tout ce qu'on leur a fait miroiter, le ministre de l'Economie et des Finances fait savoir qu'il ne faut pas s'attendre à des augmentations de salaire. Pour lui, la priorité serait de continuer toujours la même politique telle que la réduction des effectifs dans les services publics, la réduction des budgets sociaux, toujours plus de cadeaux aux patrons pour soi-disant créer des emplois, privatisation des entreprises publiques, etc.

Les attaques contre le niveau de vie des classes pauvres ne cesseront pas tant que celles-ci ne feront pas connaître leur ras-le-bol haut et fort !

LE PATRONAT IVOIRIEN GOUVERNE EN SOUS MAIN

Jean Kacou Diagou, PDG de NSIA et actionnaire majoritaire à la BIAO et par ailleurs président de la CGECI (Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire) a accordé une interview à un quotidien de la place. Ainsi, d'après lui, s'agissant de sa confédération : *« elle intervient surtout pour donner son opinion ou apporter son expertise dans toutes les réformes qui sont engagées dans le pays. Aujourd'hui, aucune réforme économique ou sociale n'est élaborée sans la contribution du patronat »*. Il présente cette organisation du patronat comme leader du secteur privé et un interlocuteur privilégié des pouvoirs publics. A tel point qu'elle a entrepris

de faire un plan de développement de la Côte d'Ivoire vu par le secteur privé.

Tout s'éclaire pour les profanes qui ne comprenaient pas encore pourquoi depuis son accession au pouvoir, Ouattara n'a fait voter que des lois en faveur des patrons. Aux populations pauvres, il vend des promesses. Même le 1^{er} mai, il n'a pas daigné être là ni même avoir le courage d'imposer la petite augmentation du SMIG à 60 000F. Pourtant, les syndicalistes l'avaient déjà présentée comme un acquis. Mais même cette somme qui ne couvre même pas les besoins des travailleurs est de trop pour ce gouvernement résolument au service des patrons.

L E U R S O C I E T E

DES ENFANTS EMPORTEES PAR LES EAUX

Deux enfants ont été emportés à Abobo par les pluies qui se sont abattues sur Abidjan dans la nuit du vendredi 11 mai. D'après leur tante, ils étaient trois. Mais le troisième qui a pu s'en sortir, toujours en état de choc, ne peut répéter qu'une seule chose : l'eau les a emportés. Et cela dans le grand trou d'Abobo.

Chaque année, le gouvernement lance son plan ORSEC qui consiste principalement à

déguerpir des familles des bidonvilles dits zone à risque. Pourtant, le gros trou d'Abobo fait chaque année des victimes. Ne serait ce que mettre des barrières de protection aux endroits proches des habitations permettrait de réduire considérablement ce type d'accident.

Mais, du moment que ça ne concerne que les quartiers pauvres, où est le problème pour les riches ?

EVASIONS REPETEES DANS LES PRISONS : CE N'EST PAS AUX POPULATIONS D'EN FAIRE LES FRAIS

Dans la journée du 1^{er} Mai, 96 prisonniers se sont évadés de la Maison d'arrêt et de correction d'Agboville, une localité du sud de la Côte d'Ivoire. Jusqu'à présent, on ne sait toujours pas les circonstances de cette évasion massive.

Cinq jours plus tard, c'est de la Prison Civile d'Abidjan où 52 détenus se sont également enfuis de façon rocambolesque. Selon la presse, certains des évadés ne se seraient pas contentés de fuir. Ils auraient pris le temps de piller certains bureaux dans l'enceinte de la prison et auraient emporté avec eux des ordinateurs, des vêtements et même des matelas. L'arme de l'un des gendarmes chargé de la surveillance des prisonniers aurait par la même occasion été emportée. Ces évasions auraient bénéficié de la complicité des FRCI dont certains éléments croupissaient derrière les murs.

Le prétexte était tout trouvé pour les forces de l'ordre pour organiser des

descentes musclées et des rafles générales systématiques dans les quartiers environnant et même dans d'autres quartiers populaires comme Abobo. Créant ainsi une atmosphère de psychose dans la population.

Des barrages ont surgi sur la voie principale qui passe devant la prison civile d'Abidjan et qui mène à la zone industrielle de Yopougon pour soi-disant attraper des évadés. Des contrôles de pièces d'identité sont faits, ce qui donne lieu à toutes sortes de rackets et de tracasseries. A ces barrages, les véhicules de transport en commun sont systématiquement arrêtés, et le chauffeur ou l'apprenti est obligé de descendre pour payer un droit de passage. On peut aussi constater la présence de Dozos, ces forces pro-Ouattara prétendument des chasseurs traditionnels qui se sont illustrés dans des exactions ethniquement ciblées.

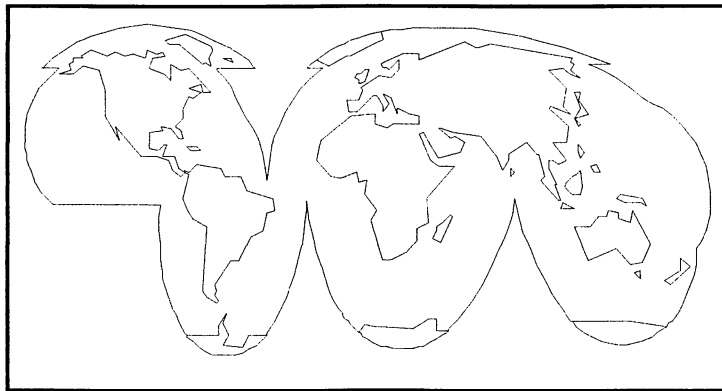
L E U R S O C I E T E

Si des prisonniers s'évadent ainsi de façon récurrente, c'est le signe d'une défaillance de la part de l'Etat. Les autorités n'ont qu'à s'en prendre à elles mêmes. Mais au lieu de ça, elles laissent les mains libres aux Frci, ce qui se traduit par un durcissement des conditions d'existence des populations dans les quartiers populaires.

D'ailleurs, ces FRCI n'ont pas attendu cet épisode pour justifier leur existence. Sous forme de complot

qu'ils auraient démantelé, ils ont organisé des rafles de personnes qui veulent soi-disant déstabiliser le pouvoir. A Abobo derrière-rail, 18 travailleurs ont été ramassés en fin d'avril et présenté à la télé comme des dangereux mercenaires. Mais il faut dire que ça ne s'est pas passé facilement puisque immédiatement leurs familles se sont rassemblées devant le camp commando d'Abobo, puis devant la RTI. Cela a contraint le pouvoir à les libérer sans condition.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LES TRAVAILLEURS RECOIVENT DES COUPS : UNE RIPOSTE S'AVERE NECESSAIRE

La journée du premier Mai a servi d'occasion au ministre de l'Emploi de dresser l'inventaire des coups que les travailleurs reçoivent de la part des patrons ces derniers temps. Selon lui, 88 entreprises ont procédé à des licenciements pour motif économique de 2 523 travailleurs. 3386 travailleurs ont été mis en chômage technique dans 78 entreprises. Les services d'inspection du travail ont reçu de la part des patrons, 369 demandes de licenciements de travailleurs protégés, c'est-à-dire des délégués ou des syndicalistes. En réalité, ces chiffres officiels sont largement en deçà de la réalité que vivent les travailleurs.

Le ministre reconnaît lui-même ensuite que « ce sont autant d'emplois

qui ne devraient pas être perdus » et que, « le gouvernement est conscient des effets induits de cet état de fait sur les ménages qui sont durement frappés par ces pertes de ressources. ». Mais s'il se dit conscient de cette situation, lui et son gouvernement n'ont rien fait pour empêcher ces pertes d'emploi. Ils les ont même encouragées.

Plus loin dans son discours, ce ministre n'hésitera pas à demander malgré tout aux travailleurs une « trêve sociale ». C'est-à-dire que les travailleurs acceptent docilement tous ces coups sans broncher.

Cela montre seulement que ce gouvernement, pas plus que ceux qui l'ont précédé, est avant tout au service des patrons. Les ouvriers n'ont rien attendre de lui !

BATIMENT : LES TRAVAILLEURS DE PLUS EN PLUS EXPOSES AUX ACCIDENTS DE TRAVAIL

Il y a de cela une semaine, un menuisier charpentier est tombé du haut d'un mur. Par manque de moyens, il a fait le tour des CHU d'Abidjan sans y avoir été admis, faute de moyens. C'est finalement chez un guérisseur traditionnel qu'il a été emmené. C'était trop tard. Il est décédé quelques heures après.

Sur les grands chantiers, les travailleurs sont tout autant exposés à ce genre d'accident. Il manque le minimum de sécurité. Les patrons, pour faire plus d'économie, ne dotent pas les travailleurs de chaussures de sécurité, de casques, de gants, etc. Sur les différents chantiers de CMI (Constructions Métalliques Ivoiriennes), par exemple, le 15 mai, un travailleur est tombé du haut d'un

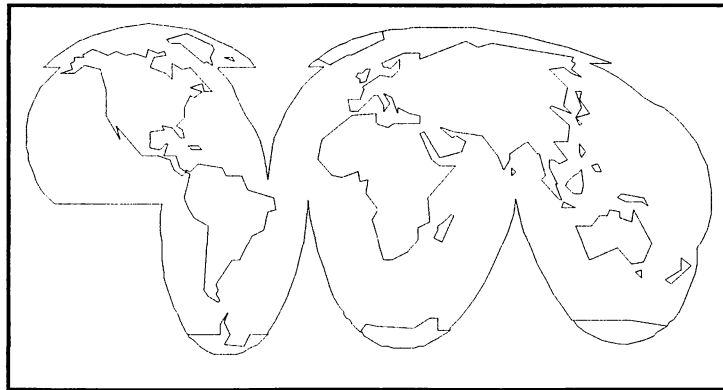
mur à Port-Bouet Onomo. Ces collègues l'ont transporté d'urgence à la direction du chantier. Mais comme ces entreprises ne sont jamais en règle vis-à-vis des mesures de sécurité, au lieu d'appeler les sapeurs pompiers, le patron a préféré le transporter à la clinique privée de l'entreprise. Après 24 heures de soin, le travailleur a été libéré de la clinique et livré à lui-même. Ce genre de cas est légion dans cette entreprise où la plupart des accidents ne sont pas déclarés à la CNPS. Quant aux entreprises comme Sud Construction qui pratique le tâcheronnat, en cas d'accident, le travailleur est aussitôt licencié et abandonné à lui-même. Ceci fait que beaucoup de travailleurs traînent les séquelles des accidents de travail, sans jamais être dédommagés.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Les accidents sur les chantiers, surtout dans les grosses entreprises, peuvent être réduits, voire même évités, si les mesures de sécurité sont respectées par les patrons. Mais, les

intérêts des patrons vont plutôt contre un pareil engagement et que c'est par leur propre mobilisation que les travailleurs pourront défendre leur peau.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

MALI : DERRIERE L'AFFRONTEMENT ENTRE BERETS-ROUGES ET BERETS-VERTS

Les affrontements violents qui ont éclaté à Bamako le 30 avril dernier entre les "bérets rouges" et les "bérets verts" témoignent de l'instabilité du pouvoir au Mali depuis le putsch du 21 mars qui a renversé le président Amani Toumani Touré.

Les "Bérets rouges", basés au camp des paras de Djicoroni, sont des fidèles de l'ancien président déchu, issu du même camp. Les "Bérets verts", plus nombreux, sont basés à Kati (à une quinzaine de kilomètres de Bamako) et soutiennent le capitaine Amadou Haya Sanogo, le tombeur d'ATT.

Ces affrontements se sont poursuivis le lendemain et ont duré quelques jours. Ils se sont soldés par plusieurs dizaines de morts et de blessés. Provisoirement, ce sont les partisans de Sanogo qui sont sortis vainqueurs, sans pour autant avoir réussi à écraser complètement leurs rivaux. Ce qui veut dire que l'armée malienne qui constitue le pilier essentiel du pouvoir est loin d'être un corps stable et unanime derrière le régime en place. ATT a trouvé refuge à Dakar. Il a encore des partisans au sein de l'armée malienne. Et le capitaine Sanogo a toutes les raisons de craindre que sa victoire est loin d'être définitive.

Néanmoins, c'est lui qui est, pour le moment, l'homme fort du pouvoir même s'il ne porte pas officiellement la casquette du président. Rappelons que quelques jours après son putsch, sous la pression des pays voisins, plus particulièrement de la Cedeao (Communauté économique des Etats de L'Afrique de l'Ouest), le capitaine Sanogo, a fait un pas en arrière en acceptant de laisser le poste de la présidence et du chef de gouvernement à des civils. Mais en réalité, ce sont les putschistes qui détiennent le pouvoir. Le président Dioncounda Traoré et le

Premier ministre Cheick Modibo Diarra ne font que de la figuration pour faire croire que "l'ordre constitutionnel" règne au Mali (c'est le mot à la mode actuellement). Mais derrière la pression de la Cedeao, il faut surtout voir celle de l'impérialisme français qui a d'énormes intérêts économiques dans toute cette région.

L'intérim durant lequel l'ancien président de l'Assemblée nationale assure le poste de chef de l'Etat ne devrait pas officiellement dépasser 40 jours, c'est-à-dire la date du 22 mai. Mais l'élection présidentielle qui devrait avoir lieu au terme de cette période n'aura pas lieu. Le capitaine Sanogo a pris le goût du pouvoir et ne veut pas rentrer à la caserne. Il a déclaré que : "Quand on a été chef d'Etat, on ne peut plus accepter d'ordre de n'importe qui". Aujourd'hui, il réclame au moins le grade de général et chef d'état-major. C'est pourtant lui qui disait, le lendemain du putsch, que le pouvoir ne l'intéressait pas. Il fallait être naïf pour le croire. Tous les discours que ses partisans diffusent à longueur de journée pour l'encenser et le montrer comme l'homme indispensable, celui qui va mettre un terme à la grande corruption qui règne au sein de l'appareil d'Etat malien, etc., ne sont que de la poudre aux yeux. Ses prédécesseurs disaient la même chose et n'ont fait que continuer à s'en mettre plein les poches.

Les travailleurs doivent donc se méfier comme de la peste de tous les bonimenteurs, galonnés comme "civils", qui ne cherchent que la place au soleil et à s'enrichir sur le dos des pauvres. Ces gens-là n'hésiteront pas à entraîner le pays vers un bain de sang s'ils considèrent que leurs intérêts c'est d'aller à tout prix vers la reconquête du Nord.

**MALI : AUCUN TRAVAILLEUR NE DOIT SE LAISSER ABUSER PAR
LA PROPAGANDE CHAUVINE ET GUERRIERE DU GOUVERNEMENT**

Depuis le putsch du 21 mars dernier le Mali est de fait devenu un pays coupé en deux entre le Nord et le Sud. Dans toute la partie située au nord de Mopti ce sont les groupes armés rebelles qui font la loi. Ils violent, rançonnent et imposent leur volonté aux populations. Ils imposent leurs loi rétrogrades à l'encontre des femmes (voile islamique obligatoire, interdiction aux filles d'aller à l'école, etc...) . Aux jeunes garçons ils interdisent de jouer au ballon. De nombreux cas de violences ont été dénoncés par les organisations humanitaires.

Mais la situation dans le sud est loin d'être réjouissante pour l'écrasante majorité de la population. Aux difficultés d'avant le putsch, se sont ajoutés de nouvelles. Une des conséquences directes du putsch sur la vie quotidienne de la population malienne a été la flambée des prix. D'un seul coup le prix du carburant est monté en flèche. Ceux des denrées ont suivi, celui du ciment aussi. Aujourd'hui, même si les prix ont légèrement reculé, la vie quotidienne des petites gens reste très difficile.

Les dirigeants actuels de Bamako mènent toute une propagande nationaliste pour galvaniser la population autour de "l'intégrité nationale" et de "l'unicité du Mali". Leur objectif est de détourner la colère de la population pauvre, de faire croire aux petites gens que leurs ennemis sont ceux qui ont pris le pouvoir dans le Nord et qu'il faut par conséquent se rassembler derrière les militaires pour reconquérir le Nord.

Lorsque les putschistes ont renversé le régime d'ATT, une des premières choses qu'ils ont faites, c'est

d'occuper les bâtiments de la radio et de la télévision pour y installer leurs propres marionnettes. Ils ont expliqué que c'est l'inaction d'ATT face à la rébellion touareg dans le Nord qui les a poussée à le renverser et que eux, ils allaient "reconquérir l'intégrité du territoire malien". Mais loin d'affaiblir la rébellion, le coup d'Etat à Bamako n'a fait qu'accélérer la chute des villes du Nord. Les unes après les autres elles sont tombées entre les mains du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad), d'Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique) et d'autres groupes islamistes. Les militaires qui étaient sensés défendre ces territoires ont tout simplement détalé face à quelques centaines d'individus armés. Ils ont abandonné armes et bagages à Kidal, Gao, Tombouctou, Ménaka et autres villes du Nord.

Aucun travailleur ne doit suivre la politique guerrière du gouvernement. Les ennemis des travailleurs se trouvent d'abord à Bamako : ce sont les dirigeants politiques qui se relaient au pouvoir et vident les caisses de l'Etat; ce sont tous ces généraux et ces galonnés qui s'en mettent plein les poches en s'adonnant au racket et à toutes sortes de trafic et de corruption. Ce sont aussi tous les capitalistes qui affament les travailleurs et les petits paysans. Si tous ces gens-là pensent que les frontières du Mali héritées de la colonisation sont si "sacrées", ils n'ont qu'à aller eux-mêmes avec leurs familles et leurs enfants faire la guerre dans le nord. Les travailleurs n'ont aucun intérêt à les suivre.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.